



<http://cgt.drifip59.free.fr>

HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC A LA DRFIP NORD

Les horaires d'ouverture au public seront, à n'en pas douter, au centre de bon nombre de discussions de collègues de la DRFIP Nord dans les prochaines semaines. En effet, la Direction a décidé de consulter par vote, l'ensemble des collègues soumis aux horaires variables. Par circulaire 22 octobre 2014, le Directeur général, sans discussion préalable, ouvrait la possibilité aux directions locales de réduire les horaires d'ouverture de l'accueil physique.

L'ORGANISATION DU VOTE DES COLLÈGUES...

Présenté lors du comité technique local du 19 février, un dispositif de la DRFIP « ouvre la possibilité aux services de maintenir ses jours de fermeture actuels ou de choisir de fermer mardi ou jeudi. Il tient aussi compte de la situation particulière des 15 postes déjà fermés au moins une demi-journée par semaine. »

Du 15 au 30 mars, chaque collègue sera appelé à s'exprimer sur le schéma de réduction des horaires d'ouverture proposé par la direction :

Par exemple, pour un SIP :

- *Choix de fermer l'accueil du public / guichet le mardi toute la journée,*
- *Choix de fermer l'accueil du public / guichet le jeudi toute la journée,*
- *Maintien de l'ouverture actuelle de l'accueil du public / guichet sur cinq jours,*
- *Vote blanc.*

Évidemment, la CGT Finances publiques appelle les collègues à participer massivement au vote organisé, mais en prenant le temps de la réflexion, de la discussion.



CE QU'EN PENSE LA CGT FINANCES PUBLIQUES...

Tout d'abord, la CGT est pleinement consciente des difficultés actuelles et tient à rappeler qu'elle n'a de cesse depuis plusieurs années, de dénoncer la dégradation des conditions de travail des collègues notamment ceux chargés de l'accueil. Et qu'elle n'a pas attendu la Direction (générale ou locale) pour porter les revendications des collègues en matière d'emplois, de reconnaissance...

Ensuite, il est plutôt surprenant de vouloir réduire l'ouverture des centres des finances publiques alors que l'accueil n'a jamais été aussi important : renseignements, délais, de paiement, contentieux, gracieux, conséquences de la dématérialisation... Les accueils des centres des finances publiques « les plus importants » explosent, et ceux des trésoreries ont considérablement évolué depuis la fusion.

Encore plus surprenant, quand on sait que l'accueil du public était l'ambition première pour la DGFIP et en particulier celle qu'elle revendiquait à l'époque de la fusion.

Pire à la DRFIP Nord, une harmonisation des horaires d'ouverture avait été réalisée il y a quelques mois, sur la plupart des services, donnant plus de cohérence, de transparence sur l'ensemble du département.

La fermeture au public d'une journée serait un recul sans précédent car même à l'ex-DGI, si les secteurs recevaient deux demi-journées par semaine, il y avait toujours un accueil primaire le reste de la semaine.

QUELLES CONSÉQUENCES D'UNE FERMETURE POUR LES COLLÈGUES ?

Présentée comme « une respiration » pour eux, c'est en fait tout le contraire !! En cas de fermeture sur une journée ou une demi-journée en un jour J, le flux d'accueil s'accroît considérablement en J+1, mettant à mal les conditions de travail des collègues et la qualité de la réception.

Et le jour J, c'est une augmentation des appels téléphoniques et courriels en lieu et place de l'accueil physique !

De plus, dans le contexte d'adaptation des structures du réseau (plan triennal 2016/2018) et avec l'expérimentation de centres de contacts (à Rouen et Chartres), fermer aujourd'hui une journée, c'est deux l'année prochaine, et la fermeture du poste ou du service à court terme ! Et puis, ce seront à coup sûr des suppressions d'emplois, les années prochaines, motivées sur ces réductions d'accueil !

Enfin, la DGFIP emboîte le pas à d'autres administrations (CAF, CPAM, CARSAT...) sur cette restriction de service public. Ne sachant remédier aux problèmes de l'accueil et du retard occasionné sur les missions, on fait croire aux personnels que la fermeture des CFP au public est la solution, pour résorber le travail en attente, sauf que ces retards sont dus aux suppressions drastiques d'emplois et conduisent à une dégradation des conditions de travail pour les salariés.

LA VRAIE QUESTION A POSER, C'EST CELLE DE L'EMPLOI !!

En résumé, la fermeture des centres des finances publiques n'est pas la réponse attendue par les collègues. C'est pourquoi la CGT Finances Publiques est opposée à toute réduction d'ouverture au public et fera tout pour avancer sur les vraies causes des difficultés actuelles, à savoir l'emploi.